Elections législatives du 23 novembre 1958 Département des Landes Première circonscription



Henri SEGUES

Ouvrier du bâtiment,
Inspecteur des ventes au journal l' « Humanité »
Ancien prisonnier de guerre. Croix du combattant

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Citoyennes, Citoyens,

Vous êtes appelés à élire un député, moins de trois ans après les élections du 2 janvier 1956.

Dans sa majorité, le corps électoral avait clairement condamné « le syndicat des faillis », les PINAY, LANIEL, BIDAULT, DUCHET, MORICE et autres SOUSTELLE, ces hommes et partis de la réaction, responsables de huit années de guerre d'Indochine, de quatre ans de guerre d'Algérie, d'une politique de misère pour les travailleurs des villes et des campagnes.

POUR QUE ÇA CHANGE, la majorité du corps électoral avait accordé sa confiance aux partis de gauche, en premier lieu pour mettre un terme à la guerre d'Algérie.

La volonté populaire, l'intérêt national exigeaient la formation d'un Gouvernement à l'image du pays républicain; le Parti Communiste multiplia ses efforts dans ce sens.

Mais, sous l'impulsion du président du Conseil socialiste Guy Mollet, les hommes du Front Républicain (Partis socialiste et radical) tournèrent le dos à cette exigence et renièrent vite leurs propres programmes électoraux.

Les candidats socialistes landais, Lamarque-Cando, David, Dussarthou et Folin condamnaient la *politique désastreuse menée depuis 1951* » entraînant en particulier pour les jeunes « *les tristes réalités des mobilisations pour les guerres d'Indochine et d'Afrique du Nord* ». Ils s'engageaient donc àlutter contre cette politique.

QUE SONT DEVENUES CES PROMESSES ?

Loin de conclure la paix en Algérie, les gouvernants aggravèrent la guerre, cette guerre que Guy Mollet qualifiait « *d'imbécile et sans issue* ». De plus ils lancèrent la France dans la folle aventure de Suez.

Les effectifs militaires furent portés à 500.000 hommes. La première victime landaise tomba en mars 1956. Depuis, plus de cinquante familles pleurent un fils dans le département et des centaines d'autres vivent dans l'angoisse.

La guerre d'Algérie qui est à l'origine des difficultés essentielles que traverse notre pays engendra l'offensive factieuse du mois de mai. Battue par le suffrage universel en 1956, la réaction réussissait, par la force et le chantage, à installer au pouvoir les hommes de la grande bourgeoisie, les représentants directs de la grande banque et de la grande industrie.

Aujourd'hui, la réaction est installée dans le lit que lui ont préparé Guy Mollet et les diviseurs des forces démocratiques.

JUGEZ SUR LES ACTES

Ceux qui portent l'entière responsabilité de cette situation, ce sont ceux qui ont trahi leurs engagements électoraux, ceux qui ont refusé de réaliser l'union des forces de gauche, pour une politique de gauche qui n'est pas possible sans les communistes.

Le mal est là et non dans la prétendue faiblesse des institutions, invoquée pour tenter de masquer les abandons, les trahisons, les méfaits d'une politique néfaste et l'écrasante responsabilité de ceux qui l'ont pratiquée.

C'est d'ailleurs parce que la réaction et leurs valets ont peur du jugement des travailleurs et des démocrates qu'ils ont ressuscité le scrutin d'arrondissement, ce scrutin de voleurs, duquel ils attendent une réduction sensible du nombre de députés communistes.

Mais ce truquage électoral sera incapable de dissimuller la confiance inébranlable des millions de travailleurs, de petites gens, de républicains dans le Parti Communiste Français qui a toujours lutté pour le progrès social, pour la paix, pour la France.

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS SE PRESENTE A VOUS, LA TETE HAUTE

Scrupuleusement fidèle à son programme, comme le voulait Jaurès, il a tout fait pour réaliser l'indispensable union des forces de gauche; il a soutenu le gouvernement Guy Mollet jusqu'aux extrêmes limites du possible, ne lui demandant rien d'autre que d'appliquer le propre programme électoral du Parti Socialiste et du Front Républicain.

Contrairement aux calomnies de la réaction et de ses alliés, le Parti Communiste n'est pas « contre tout » : *en toutes circonstances il propose ou soutient fermement toutes mesures favorables au peuple.*

Après le 2 janvier 1956, sans les 150 voix communistes et progressistes, aucune des mesures favorables aux travailleurs n'aurait pu être prise : troisième semaine de congés payés, préavis de licenciement d'un mois, Fonds national vieillesse, etc. Il en fut de même chaque fois que l'union se réalisa, sous le Front Populaire, pendant l'occupation, à la Libération.

Les élus communistes sont sous le contrôle et au service exclusif du peuple. C'est ainsi que Jean LESPIAU, député, au cours de son bref mandat, a multiplié les démarches pour les humbles, les propositions de lois ou de résolutions, les interventions à la tribune de l'Assemblée Nationale, pour défendre les intérêts de la population laborieuse du département, qu'il s'agisse des paysans-travailleurs, des gemmeurs, des salariés victimes du chômage partiel, des pêcheurs et des inscrits maritimes, etc.

NOTRE PROGRAMME

Le coût de la vie ne cesse d'augmenter. La crise économique menace : réduction d'horaires et début de chômage frappent déjà les travailleurs. La guerre d'Algérie est entrée dans sa cinquième année.

Le Parti Communiste Français considère que la domination des capitalistes est la cause profonde de la misère, du colonialisme, de la guerre, et que la seule solution complète de ces problèmes, c'est le socialisme.

Cependant, il est possible, dès maintenant, de réaliser une politique répondant aux exigences des travailleurs et de la Nation.

Il est possible de réaliser le programme de justice sociale et de salut national suivant :

1 **RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES POPULAIRES** par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales. Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance chômage aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise menacés par les monopoles.

2 **PAIX EN ALGERIE** par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établir avec l'Algérie comme avec tous les peuples coloniaux — y compris la Guinée — des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

3 **POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX** fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

4 **REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES ET REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT** frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin :

— de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française;

— de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

5 **GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE** par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.

6 **RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DEMOCRATIE RENOVEE :**

Luttant avec le Parti Communiste Français, s'appuyant sur le peuple pour la réalisation de ce programme de justice sociale et de salut national, le candidat communiste apportera tout son appui à la défense des intérêts légitimes de la population laborieuse de la circonscription, notamment :

L'action des salariés pour la suppression des abattements de zones, pour l'institution d'une assurance chômage financée par le patronat, pour la parité des salaires agricoles avec l'industrie. Il reprendra la proposition de loi de Jean LESPIAU reconnaissant aux gemmeurs la qualité de salarié. Il défendra les intérêts légitimes des paysans-travailleurs, des fermiers et métayers et des viticulteurs du Bas Armagnac.

Les réalisations communales, cantonales et départementales d'intérêt général seront assurées de son appui total.

Pour faire aboutir ce programme, le Parti Communiste Français présente la candidature d'un militant ouvrier dont la fidélité et le dévouement inlassable à la cause du peuple, de la Patrie et du Socialisme, témoignent qu'il défendra avec vigueur les légitimes intérêts des travailleurs de notre circonscription.

VOTEZ POUR

Henri SÉGUÈS

Ouvrier du bâtiment, inspecteur des ventes au journal « l'Humanité », ancien prisonnier de guerre, Croix du combattant, né à Saint-Justin le 30 mai 1911 au sein d'une vieille famille républicaine landaise qui, de père en fils, resta fidèle à la cause du peuple. *Henri SEGUES* travailla à Mont-de-Marsan durant sept années et il fut au chef-lieu du département un des organisateurs du Parti Communiste, aux côtés du regretté Fernand Randé, fusillé par les hitlériens à Souge, de Thomas Diaz, mort en déportation et d'autres valeureux militants.

Depuis quelques années nous avons confié à ce militant éprouvé la responsabilité de la diffusion pour le Sud-Ouest du journal fondé par Jean JAURES : notre glorieuse « *Humanité* », qui est restée fidèle à l'idéal de son fondateur.

REMPLAÇANT EVENTUEL :

JEAN DUCLOS

Gemmeur, adjoint au maire de Sainte-Eulalie-en-Born,
Ardent défenseur des travailleurs de la forêt.

Pour barrer la route à la réaction et à ses alliés, pour réaliser une politique conforme aux désirs des travailleurs et aux intérêts de la Nation, pour assurer la présence à l'Assemblée Nationale d'un groupe communiste important et lui donner l'appui et l'autorité de millions de voix.

POUR LA VICTOIRE DE LA REPUBLIQUE ! POUR L'AVENIR DE LA FRANCE !
VOTEZ ET FAITES VOTER COMMUNISTE !

Les sections du Parti Communiste Français de Mont-de-Marsan, Gabarret, Roquefort, Sore, Morcenx, Sabres, Mimizan, Parentis, Pissos, Labrit.

Vu : le candidat.

S. E. P. Imprimerie Saint-Hubert, Bx.